

Le 26 juillet 1340, une armée coalisée anglo-flamande commandée par Robert III d'Artois se présente devant Saint-Omer, place forte de l'Artois tenue pour le roi de France. L'affrontement qui s'ensuit passe pour le premier engagement terrestre d'ampleur de la guerre de Cent Ans, un mois après la victoire navale anglaise de L'Écluse. Son déroulement confus, sans vainqueur incontestable sur le moment, aboutit pourtant à un échec stratégique pour les assaillants et à leur retraite.

une guerre naissante et un allié flamand incertain

Depuis 1337, Édouard III d'Angleterre conteste au roi Philippe VI de Valois la couronne de France, ou du moins l'usage que celui-ci fait de sa suzeraineté sur les fiefs continentaux du Plantagenêt. La première phase du conflit se joue non pas dans le Sud-Ouest aquitain, foyer traditionnel des tensions, mais dans le Nord, aux marges de la Flandre et de l'Empire, là où Édouard cherche des alliés parmi les principautés voisines du royaume de France.

La Flandre occupe une position particulière. Elle est un fief de la couronne de France, mais ses grandes villes drapantes — Gand, Bruges, Ypres — vivent du commerce de la laine anglaise et supportent mal la tutelle du comte Louis I^{er} de Nevers, resté fidèle à Philippe VI. Au tournant des années 1337-1338, une révolte urbaine porte au pouvoir un chef gantois, Jacob van Artevelde, qui écarte de fait le comte et rapproche la Flandre de l'Angleterre. Édouard III promet aux villes de l'argent et un approvisionnement régulier en laine ; en échange, il obtient une base d'opérations sur le continent et l'appui militaire des milices communales.

Cet appui se révèle vite plus théorique que réel. Van Artevelde ne contrôle pas entièrement des cités jalouses de leur autonomie, et il n'entend pas engager toutes les ressources flamandes dans une guerre dynastique qui n'est pas la sienne. Lorsque Édouard réclame la mobilisation de dizaines de milliers d'hommes – les chroniques avancent le chiffre, manifestement gonflé, de 150 000 –, il ne rassemble qu'une fraction de cet effectif. Les milices communales, formées de bourgeois, d'artisans et de gens de métier, sont nombreuses mais mal adaptées à la bataille rangée en rase campagne : leur force réside dans la défense de leurs murailles et dans la masse, non dans la manœuvre.

Le 24 juin 1340, la flotte anglaise écrase la flotte française à L'Écluse (Sluis), à l'embouchure de l'Escaut. La victoire donne à Édouard la maîtrise de la Manche et sécurise ses communications avec la Flandre, mais elle ne décide rien sur terre. Le roi d'Angleterre veut transformer cet avantage maritime en succès terrestre. Il projette une double offensive : d'un côté rassembler une armée pour marcher sur Tournai et l'assiéger ; de l'autre, lancer vers l'ouest une colonne chargée de porter la guerre en Artois et de s'emparer, si possible, d'une grande ville frontalière.

Robert III d'Artois, chef par défaut d'une expédition risquée

Le commandement de cette colonne est confié à Robert III d'Artois, personnage dont la trajectoire éclaire à elle seule les ressorts du conflit. Né en 1287, petit-fils de Robert II d'Artois,

il revendique depuis des décennies le comté d'Artois, que la justice royale lui a refusé au profit de sa tante Mahaut par un arrêt de 1309. Beau-frère de Philippe VI – il a épousé Jeanne de Valois, sœur du roi –, longtemps proche du pouvoir, il tombe en disgrâce au début des années 1330 après une affaire de faux documents produits pour appuyer ses prétentions. Dépossédé de ses biens et banni du royaume en 1332, il s'exile, gagne successivement la Flandre, le Brabant, Avignon, puis l'Angleterre, où Édouard III l'accueille, le fait comte de Richmond et trouve en lui un conseiller acharné à pousser la guerre contre la France. Les historiens le décrivent comme un homme âgé, brouillon et sans réelle compétence militaire ; jugement que la campagne de 1340 va largement confirmer.

Le choix de Robert pour l'expédition d'Artois n'est pas fortuit. Édouard compte sur ses attaches régionales : le prétendant est supposé disposer, dans l'Artois d'où il est originaire, de partisans prêts à lui ouvrir les portes des villes. C'est sur ce pari que repose une partie du plan anglais. Il se révélera erroné.

Les effectifs anglo-flamands

Robert reçoit un contingent anglais réduit – de l'ordre d'un millier d'hommes, dont des archers équipés de l'arc long, arme qui fera la réputation des armées d'Édouard III – et une masse de miliciens flamande (entre 11 000 et 16 000 hommes). Le chroniqueur Jean Froissart indique que les Flamands provenaient des milices levées à Poperinghe, Messines, Ypres et dans la châtellenie de Bergues ; les récits mentionnent aussi des hommes de Bruges et de Mons. Ces contingents étaient hétérogènes, mal coordonnés entre eux, et d'une fidélité inégale à la cause.

Robert rassemble d'abord son armée à Cassel. Il éprouve des difficultés à entraîner certaines communes (celles de Furnes, de Bergues, d'autres villes de Flandre) vers Saint-Omer, et ne vainc leurs réticences qu'en leur promettant un succès assuré et, selon les récits, la capture du duc de Bourgogne en personne grâce à des intelligences qu'il prétend entretenir dans la place. Plusieurs communes acceptent de marcher, mais certaines déclarent qu'elles n'iront pas au-delà d'un fossé nommé le Neuf-Fossé, ligne d'eau qui marque la limite qu'elles se fixent. En attendant, ces troupes ravagent et incendient les campagnes traversées.

La garnison française et l'état de Saint-Omer

Du côté français, Philippe VI est renseigné sur les préparatifs adverses. Au mois de juillet, il dispose dans la région d'une armée que les sources évaluent autour de 25 000 hommes, pour l'essentiel répartis dans les places fortes, au premier rang desquelles Saint-Omer et Tournai. La destination de Robert n'a rien de secret : sa colonne progresse en dévastant tout sur un axe qui mène droit à Saint-Omer, ce qui permet aux Français d'anticiper.

Pour tenir la ville, Philippe VI y envoie d'abord un contingent d'environ un millier d'hommes commandé par Eudes IV, duc de Bourgogne, renforcé une semaine plus tard par une troupe d'importance comparable sous les ordres de Jean Ier, comte d'Armagnac. La garnison ainsi constituée se compte donc en quelques milliers d'hommes, chiffre bien inférieur à celui de l'armée assiégeante mais adossé aux fortifications de la ville. On prépare Saint-Omer au siège : une grande partie de la population civile est évacuée, plusieurs faubourgs sont démolis pour

dégager les abords et priver l'ennemi d'abris, et les murailles sont mises en état de défense. Contrairement à ce qu'espère Robert d'Artois, il ne se trouve dans la ville aucun parti pro-flamand disposé à lui livrer les portes. Le plan initial, qui est de se présenter devant Saint-Omer et s'en faire ouvrir l'accès, est donc caduc avant même l'arrivée de la colonne.

La marche vers la ville et la contrainte du temps

Robert d'Artois poursuit néanmoins son avance. Après avoir renoncé, dans les semaines précédentes, à porter l'effort sur Tournai et avoir mené des opérations de pillage dans la région, il rase le 25 juillet la localité voisine d'Arques, puis s'approche de la lisière orientale de Saint-Omer en vue d'un assaut.

Une difficulté stratégique majeure pèse sur lui. Derrière sa colonne, la grande armée de Philippe VI progresse lentement dans sa direction. Les commandants anglais et flamands comprennent rapidement qu'un siège en règle est impossible : dans quelques jours, leur armée risque d'être prise en tenaille entre l'armée royale qui remonte et la garnison de Saint-Omer. Robert n'a pas le temps de réduire la place par la faim ou par les machines. Il lui faut soit renoncer, soit forcer une décision immédiate.

Contraint à la retraite mais désireux d'obtenir un résultat, il choisit de ranger ses forces devant la ville pour offrir la bataille à la garnison. C'est un pari : provoquer une sortie et écraser les défenseurs en rase campagne, où sa supériorité numérique jouerait à plein.

Le dispositif tactique du 26 juillet

Robert d'Artois déploie son armée face aux murailles. Il place au centre ses meilleurs éléments : les archers anglais et les contingents de Bruges et d'Ypres, réputés les plus solides. Sur son aile gauche, il dispose des hommes de Mons et d'Ypres. Sur son aile droite, d'autres troupes de Bruges. En arrière de cette ligne se tiennent une réserve composée de miliciens venus de l'ensemble de la Flandre et le campement de l'armée, avec les bagages.

Du côté français, l'intention des deux chefs est claire et prudente : Eudes de Bourgogne et Jean d'Armagnac savent que Philippe VI approche et sont résolus à attendre l'arrivée de l'armée royale avant de livrer bataille. La logique est solide : le temps joue pour eux, et une sortie prématurée expose la garnison, numériquement faible, à un combat en terrain découvert contre une masse supérieure. Ce plan raisonnable va voler en éclats par l'indiscipline de la chevalerie française.

Un épisode antérieur illustre déjà la nervosité des deux camps. Alors que les Flamands, à l'approche de la ville, allument des incendies dont la lueur signale leur avance, le duc de Bourgogne fait sonner les trompettes et sortir une partie de ses troupes en bon ordre pour offrir le combat ; mais les Flamands n'acceptent pas l'engagement, et les Français rentrent dans la place. Pour décider ses miliciens hésitants à avancer, Robert d'Artois recourt alors à un stratagème : il fait courir le bruit que les Brugeois sont déjà aux prises avec les Français et qu'il faut se porter en avant au plus vite. La manœuvre traduit la fragilité du moral et de la cohésion dans le camp assiégeant.



Bataille de Saint-Omer. Enluminure extraite du manuscrit Fleurs des chroniques (vers 1384).

Le déroulement du combat

La bataille s'engage à l'initiative non pas des chefs, mais d'un groupe de chevaliers français impatients d'en découdre. Au mépris des consignes de Bourgogne et d'Armagnac, un certain nombre d'entre eux chargent l'aile gauche de l'armée anglo-flamande. Ils sont d'abord repoussés par les barricades et les retranchements adverses. Mais, tandis qu'ils font retraite, l'infanterie d'Ypres commet l'erreur de les poursuivre en terrain ouvert, quittant la protection de ses positions. Voyant cette masse désordonnée quitter son dispositif, les chevaliers français font volte-face et chargent de nouveau. Une mêlée violente s'engage sur l'aile gauche flamande.

La sortie des 400 chevaliers

Depuis les murs de Saint-Omer, Eudes de Bourgogne et Jean d'Armagnac observent la scène. Ils repèrent une brèche dans le dispositif ennemi, ouverte par le désordre de l'aile gauche. Abandonnant le principe d'attente qu'ils avaient fixé, ils organisent une sortie avec environ quatre cents de leurs meilleurs chevaliers pour exploiter cette faille.

Jean d'Armagnac se porte contre le flanc gauche adverse, déjà ébranlé, et réalise rapidement

une percée. Les Flamands de cette aile cèdent et se débandent. Emportés par leur élan, les chevaliers d'Armagnac pénètrent dans le campement anglo-flamand et s'y livrent à un massacre sur la réserve, totalement désorganisée et prise par surprise. Les récits évoquent des milliers d'hommes tués alors qu'ils tentent de fuir, et le pillage des bagages.

C'est ici que se joue le tournant de la journée, et l'occasion manquée. En s'enfonçant dans le camp et en se dispersant pour tuer et piller, les chevaliers d'Armagnac perdent la cohésion qui leur aurait permis de se rabattre ensuite, par l'arrière, sur l'aile droite de Robert d'Artois. Une telle manœuvre aurait pu prendre à revers l'ensemble du dispositif anglo-flamand et provoquer sa destruction. Faute de rester groupés et d'obéir à un commandement d'ensemble, ils transforment une percée décisive en un raid dévastateur mais sans lendemain tactique.

Le centre et l'aile droite tiennent

Pendant que la réserve flamande est taillée en pièces à l'arrière, le centre et l'aile droite de Robert d'Artois se comportent tout autrement. Ces troupes – les archers anglais et les contingents les plus aguerris de Bruges et d'Ypres – soutiennent avec discipline la charge des chevaliers d'Eudes de Bourgogne et accablent les Français de volées de flèches. Ignorant le carnage qui se déroule dans leur dos, ces unités anglo-flamandes exploitent leur supériorité numérique, submergent les cavaliers français et les repoussent vers la ville.

Le combat se déplace alors dans les rues du faubourg nord, qui, contrairement à d'autres, n'avait pas été démoli. Une mêlée furieuse s'y engage. La garnison mène une action d'arrière-garde énergique qui empêche les hommes de Robert d'Artois de pénétrer dans Saint-Omer même, et donne aux chevaliers rescapés d'Eudes de Bourgogne le temps de se replier derrière les portes.

La confusion du crépuscule

La situation, à la tombée du jour, est d'une rare confusion, et surtout aucun des deux camps n'a une vision d'ensemble de ce qui s'est passé. Ni dans la ville ni dans l'armée de Robert d'Artois on ne mesure que, à moins de deux kilomètres en arrière, les Français d'Armagnac sont restés maîtres du terrain autour du campement. À mesure que le crépuscule s'installe, les forces de Robert et celles de Jean d'Armagnac regagnent leurs positions respectives. Il s'ensuit une série d'escarmouches désordonnées dans l'obscurité, sans qu'aucun combat d'importance ne se déroule. La nuit fige un résultat que personne, sur le moment, n'est en mesure d'interpréter clairement.

Le bilan : un résultat ambigu, une défaite stratégique

C'est au matin du 27 juillet que Robert d'Artois prend la mesure du désastre subi par sa réserve. Le campement a été ravagé, une partie considérable de ses effectifs flamands a été anéantie. Sur le champ de bataille et autour du camp, il laisse près de 8 000 Flamands tués, en grande majorité des hommes de la réserve. Les pertes françaises, elles, sont réputées légères. Ces chiffres, comme la plupart de ceux qui concernent le Moyen Âge, proviennent de sources narratives sujettes à l'exagération et doivent être maniés avec prudence ; ils traduisent

néanmoins une disproportion réelle des pertes.

Le résultat est ambigu sur le plan tactique. Sur une partie du champ de bataille, les Anglo-Flamands ont repoussé les Français jusque dans leurs faubourgs ; sur l'autre, les Français ont détruit la réserve adverse. Chaque camp peut invoquer un succès partiel, ce qui explique que Robert d'Artois ait pu, en rejoignant Édouard III, prétendre avoir remporté une victoire. Mais à l'échelle de la campagne, le verdict est net. Robert a échoué à s'emparer de Saint-Omer et à battre la garnison en rase campagne, il a perdu une part importante de son armée, et il ne peut demeurer sur place sans risquer d'être coupé de la Flandre par l'armée royale qui approche. Abandonnant tout ce qui n'est pas aisément transportable, il lève le camp et se replie pour rejoindre le gros des forces d'Édouard III. La plupart des historiens tiennent donc l'affaire de Saint-Omer pour un échec anglo-flamand et un succès défensif français, le premier depuis le désastre naval de L'Écluse.

Les conséquences

À long terme, la bataille de Saint-Omer change peu de chose. Les forces principales des deux souverains restent intactes, et la situation stratégique d'ensemble n'est pas modifiée. Le sort de la campagne de 1340 se jouera ailleurs, autour de Tournai.

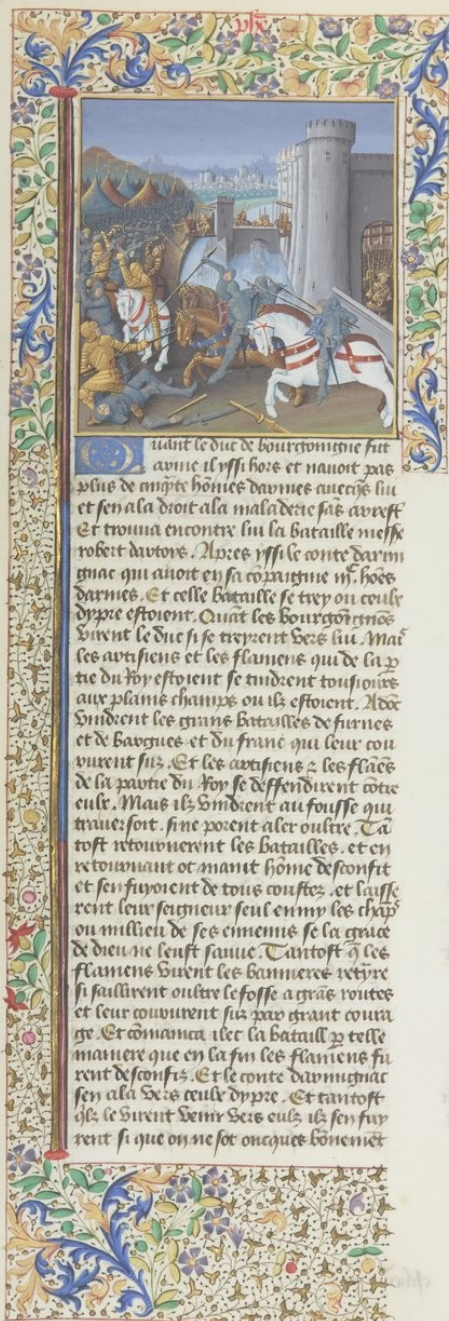
À court terme, en revanche, l'affaire produit trois effets défavorables au camp anglais. D'abord, le moral des contingents flamands de l'armée d'Édouard s'effondre après ces pertes, ce qui nourrit des tensions internes : disputes sur la solde, défiance envers le commandement. Ensuite, le sud de la Flandre se retrouve dégarni de défenseurs, puisqu'une partie des hommes qui devaient l'assurer sont morts devant Saint-Omer ; les Français peuvent dès lors y mener des raids et perturber l'arrière de l'armée d'Édouard, avec des répercussions sur son ravitaillement. Enfin, les villes qui ont le plus souffert (Bruges et Ypres, ainsi que certains bourgeois de Gand) amorcent des ouvertures de paix en direction de Philippe VI et réduisent leur soutien en hommes et en vivres à l'Angleterre.

Ces revers n'entament pas immédiatement la détermination d'Édouard III. Peu après, il quitte ses positions autour de Gand pour aller mettre le siège devant Tournai. Ce siège, engagé à l'été 1340, tourne lui aussi à l'échec : la ville résiste, l'armée assiégeante s'épuise et manque d'argent, et les opérations se soldent en septembre par la trêve d'Esplechin, qui suspend les hostilités. La grande stratégie continentale d'Édouard, fondée sur un réseau d'alliances au nord de la France, se révèle coûteuse et décevante. Les années suivantes verront le centre de gravité du conflit se déplacer vers la Bretagne, puis vers la Normandie et l'Aquitaine, jusqu'aux campagnes décisives de 1346 (Crécy, Calais).

Le sort de Robert III d'Artois

Plusieurs récits de vulgarisation affirment que Robert III d'Artois aurait été mortellement blessé et serait mort à Saint-Omer. C'est une erreur. Le prétendant survit à la bataille de 1340 et continue de servir dans l'armée anglaise. Deux ans plus tard, engagé dans la guerre de Succession de Bretagne au profit du parti de Montfort, il est grièvement blessé sous les remparts de Vannes, à l'automne 1342. Ramené en Angleterre pour y être soigné, il meurt à

Londres peu après (vers le 20 novembre 1342 selon les sources anglaises, les récits divergeant de quelques semaines sur la date exacte), emporté, dit-on, par la dysenterie autant que par sa blessure. Il est inhumé à Londres, d'abord chez les Dominicains (Blackfriars), puis dans l'ancienne cathédrale Saint-Paul. Sa figure a été popularisée bien plus tard par Maurice Druon, qui en fait l'un des personnages centraux de la série romanesque *Les Rois maudits*.



De Salois.

315

quel chemin ilz p̄strent. Et lors se troy
vers ceulx qui chassoient les fuyans.
Iste en celle fure et moult de flamens.
Des gens messire robert d'artois moris.
Endementres q̄ le cōte darmignac & ses
gens et les artisiens se combattoient et
chacient les fuyans vers auques mes
sire robert d'artois qui auques sa batail
le estoit. Vint le duc ester deuant la mala
derie si fist mettre ses charrois deuiere
et vint a grant huy vers saint omer.
Quāt les gens du duc le virent venir
si se troyerent hors du chemin par deus
les champs. et messire robert d'artois
les aida auoir seur pas enmy la rue
des forbourcs. car les gens darmes ne
peussent la leur audier. mais ilz faill
y a son entente. Tantost se retrairent sa
bataille vers la porte de la ville de saint
omer. Et de rechief le dit messire robert
aida auoir seur pas le duc. Mais am
si cōme dieu vult ceulx qui estoient
ala porte retournerent leurs hāmes.
Et tantost conuierent a tūne & a ge
ter vers eulx. Mais l'entree de la ville
fut si appressée de gens que nul n'y pou
oit entrer ne yssir. Quant messire ro
bert d'artois vit quil auoit faill y a ce
quil aidoit si a conseil auant cheulx
qui sen venoient ala ville. et la lui et
ses gens les tuerent ala porte. Et y fu
tue le sire de hamelcourt. messire ffr
sart de bauuffort et dng chevalier de
champaigne qu'on apelloit le sire de
saint verain. et dng chevalier de bo
romigne q̄ on apelloit le sire de brage.
E a fut tue dng chevalier d'angleterre
qui portoit escharquette d'argent & de
queules. Adonc ordōna messire robert
ses batailles. et sen yssy des forbourcs
et se retraire vers arques. Et adonnet
le duc alia ses gens et leur donfort
couvrir sus. Mais pour ce quil estoit
mort ses gens ne le pouloient souffrir.
E a bataille messire robert d'artois pa
sa le chemin orant saint george lui &
ses gens a haultes voix. E le cōte dar
mignac et les artisiens qui auoient
chaue les desconfis et ne sauoient riens
de ce qui auoit este fait deuant la ville

Bataille de Saint-Omer (1340) (France, Paris. Bibliothèque nationale de France, Département des manuscrits, Français 2609 f.315), Portail Biblissima. Permalien :

<https://portail.biblissima.fr/ark:/43093/ifdata4a85cc3d2c4a1bced31bd706b77dc2a97f722d71>.

Le volet économique de la campagne

La bataille de Saint-Omer et le siège de Tournai, à l'été 1340, ne se comprennent pas sans leur arrière-plan financier. La campagne continentale menée par Édouard III d'Angleterre entre 1339 et 1340 a été conçue, calibrée et finalement interrompue par des considérations d'argent. Faute de comptes propres à chaque bataille, on ne peut chiffrer le coût de tel ou tel engagement ; en revanche, le mécanisme de financement de l'ensemble est bien connu, et il éclaire aussi bien le calendrier des opérations que leur échec. Ce texte en retrace les grandes lignes : la place centrale de la laine, le recours au crédit, le coût ruineux des alliances, et la faillite qui met un terme à la campagne.

Une guerre au-dessus des moyens du royaume

A la fin des années 1330, la couronne d'Angleterre n'a pas les moyens de faire la guerre qu'elle engage. La conception de l'époque, résumée par des clercs contemporains, veut qu'une guerre soit une entreprise que le prince doit pouvoir payer sur ses ressources. Or les revenus ordinaires du roi d'Angleterre sont sans commune mesure avec les dépenses qu'exige une campagne continentale de grande ampleur.

Pour lever des fonds, Édouard dispose de plusieurs leviers : l'impôt direct sur les biens, voté par le Parlement ; la taxation indirecte, en particulier les droits sur l'exportation de la laine, la plus lucrative ; et l'emprunt, auprès de marchands anglais fortunés comme le négociant de Hull William de la Pole, ou auprès des grandes compagnies bancaires italiennes, les Bardi et les Peruzzi de Florence. Le problème est que le Parlement se montre réticent à accorder rapidement des sommes considérables, et que le roi doit donc recourir massivement au crédit, en gageant par avance ses recettes futures. Une part importante des impôts levés n'atteindra jamais le Trésor : elle était affectée d'emblée au remboursement des prêteurs.

La laine : matière première, monnaie d'échange et arme

Au cœur du dispositif se trouve la laine anglaise, produit d'exportation le plus précieux du royaume et pièce maîtresse de toute l'économie du Nord-Ouest européen. Les toisons anglaises passaient pour les meilleures du continent, et l'industrie drapière flamande en dépendait presque entièrement, faute de produire la sienne. Dans les grandes villes textiles (Gand, Bruges, Ypres), la transformation de la laine importée faisait vivre une part écrasante de la population : à Gand, environ deux tiers des quelque 65 000 habitants travaillaient dans le textile. Une interruption des livraisons de laine anglaise pouvait plonger des régions entières dans le chômage et la disette.

Cette dépendance donne à Édouard III un instrument à double tranchant. D'un côté, la

promesse d'un approvisionnement régulier en laine et de subsides en argent est la contrepartie qu'il offre aux villes flamandes pour obtenir leur alliance : c'est ce ralliement qui rendra possible, en 1340, la levée des milices communales confiées à Robert d'Artois devant Saint-Omer. De l'autre, la menace d'un embargo constitue une arme économique. À mesure que la situation financière du roi se dégrade, la manipulation des cours de la laine devient aussi un moyen d'accroître ses recettes, quitte à désorganiser le marché.

Gager la laine pour financer la guerre

Dès 1337, faute d'obtenir du Parlement les sommes voulues, l'entourage royal imagine de mobiliser directement le stock national de laine. William de la Pole conçoit un plan par lequel une grande partie de la laine du royaume (de l'ordre de 30 000 sacs) serait vendue par les marchands anglais, la somme correspondante, estimée autour de 200 000 livres, étant prêtée au roi. Le montage se heurte à des difficultés de mise en œuvre (les livraisons sont irrégulières, les marchands rétifs), mais il fixe la logique de la période : transformer la laine en avance de trésorerie.

De la Pole joue un rôle récurrent de bailleur de fonds. Fin 1338, alors que les prêts italiens sont épuisés, il avance encore au roi environ 110 000 livres, en grande partie réunies auprès d'autres marchands anglais. En parallèle, le Parlement finit par voter des subsides sur la laine, prélevés au port d'embarquement. Mais ces recettes, comme l'impôt direct, sont largement détournées vers les créanciers avant même d'arriver au Trésor : entre octobre 1338 et janvier 1340, les principaux pourvoyeurs de crédit (les Bardi, les Peruzzi et de la Pole) reçoivent collectivement de l'ordre de 38 000 livres à ce titre.

Le système fonctionne tant que la guerre est courte et victorieuse. Il devient intenable quand elle s'éternise sans résultat décisif.

Les banquiers florentins et le crédit contraint

Pour honorer les engagements pris envers ses alliés continentaux, Édouard emprunte lourdement aux deux plus grandes compagnies bancaires d'Europe, les Bardi et les Peruzzi de Florence. Leur relation avec le roi est asymétrique et, en un sens, forcée. Les banquiers italiens ont besoin des licences royales pour exporter la laine anglaise, ressource vitale de leur négoce ; prêter au roi est le prix de ces autorisations. Une fois engagés pour des sommes considérables, ils se retrouvent contraints de prêter davantage, de peur de perdre ce qu'ils ont déjà avancé. Le crédit s'assortit de contreparties : affectation des revenus royaux, « *compensations* » diverses, et participation à un contrôle étroit du commerce de la laine.

Les montants en jeu, tels que les rapporte le chroniqueur florentin Giovanni Villani, sont devenus proverbiaux : environ 900 000 florins d'or dus aux Bardi et 600 000 aux Peruzzi, soit, au taux de l'époque, quelque 135 000 et 90 000 livres. Ces chiffres appellent deux réserves. D'une part, les sources ne s'accordent pas toujours sur la répartition entre les deux maisons, certaines intervertissant les montants. D'autre part, les historiens modernes les tiennent pour surévalués : les registres des Peruzzi montrent que la compagnie n'a jamais disposé d'un capital d'une telle ampleur à prêter au roi. Villani lui-même n'était pas un témoin neutre ; son frère appartenait à la compagnie des Peruzzi. On retient aujourd'hui que le défaut anglais a

contribué aux difficultés des banques florentines sans en être la cause unique, d'autant que celles-ci avaient aussi financé des guerres malheureuses en Toscane et misé sur les mauvais camps dans les luttes politiques de Florence.

Le coût ruineux de la « grande alliance »

Le poste de dépense le plus lourd, et le plus mal maîtrisé, est le réseau d'alliances continentales. Édouard reprend une stratégie déjà employée par Édouard I^{er} : acheter, à prix d'or, le concours de princes voisins du royaume de France pour l'attaquer de plusieurs côtés. Il s'assure ainsi l'appui de seigneurs des Pays-Bas – son beau-frère Guillaume II, comte de Hainaut, ou Jean III, duc de Brabant – et conclut en 1338 une alliance avec l'empereur Louis IV de Bavière. Ces ralliements se paient par des subsides promis, dont le montant cumulé dépasse largement ce que la couronne peut réunir.

Le roi en vient à engager ses biens les plus précieux. En février 1339, il met en gage la Grande Couronne d'Angleterre auprès de l'archevêque de Trèves, contre la promesse de rembourser 16 650 livres ; opération que les historiens comptent parmi ses engagements les plus onéreux et les plus improductifs. D'autres bijoux et regalia connaissent le même sort. Le procédé donne la mesure de l'impasse : pour tenir ses alliances, le souverain hypothèque jusqu'aux symboles de sa royauté.

Cette politique repose sur un pari que les faits démentent. Édouard croit qu'un effort financier suffisant lui livrera la victoire, et il reprochera plus tard au Parlement anglais de n'avoir pas maintenu les paiements dus à ses alliés. Mais le coût réel de la coalition était hors de portée, et le rendement militaire dérisoire : la campagne de 1339, marquée par le siège de Cambrai et par la confrontation sans combat de Buironfosse, ne produit aucun résultat tangible.

L'été 1340 : un roi à court d'argent

C'est dans cet état de quasi-faillite qu'Édouard aborde l'été 1340. La victoire navale de L'Écluse, le 24 juin, lui rend la maîtrise de la mer, mais elle ne règle rien de sa trésorerie. Les conséquences se lisent directement dans la conduite des opérations terrestres qui suivent.

D'abord, le roi ne peut se permettre une guerre longue. La colonne envoyée en Artois sous les ordres de Robert d'Artois s'appuie pour l'essentiel sur des milices flamandes, main-d'œuvre militaire nombreuse et peu coûteuse, plutôt que sur des troupes soldées à prix élevé. Devant Saint-Omer, l'impossibilité de soutenir un siège en règle tient autant à la contrainte de temps – l'armée royale française qui approche – qu'à l'incapacité de financer une opération prolongée. Le même facteur pèse sur le siège de Tournai, engagé le 1^{er} août : faute de moyens pour entretenir durablement une grande armée devant la ville, l'assaut se transforme en attente.

Ensuite, la pression des créanciers devient physique. Édouard rencontre ses prêteurs à Gand en 1340 ; incapable de les satisfaire, il se dérobe. Pour rassurer ses bailleurs de fonds, il laisse dans les Pays-Bas des otages de marque : en 1340, les comtes de Derby et de Northampton sont retenus en garantie du remboursement des emprunts contractés auprès des marchands de la région, et le roi va jusqu'à laisser sa femme, la reine Philippa, et ses enfants comme sûreté auprès de ses créanciers.

La faillite de la campagne : Tournai et la trêve d'Esplechin

Le siège de Tournai scelle l'échec. La ville, l'une des plus importantes du royaume de France à l'époque, résiste ; Philippe VI, arrivé à proximité avec son armée, refuse la bataille rangée ; et, des deux côtés, l'argent manque pour poursuivre. C'est cette double impasse financière, plus que le sort des armes, qui débouche sur un compromis.

Le 25 septembre 1340, sous la médiation d'émissaires du pape Benoît XII et de Jeanne de Valois, comtesse de Hainaut et sœur de Philippe VI, les deux rois concluent la trêve d'Esplechin. Elle suspend les hostilités pour une durée initiale allant jusqu'à l'été 1341 et impose à Édouard de ramener son armée en Angleterre. Les contingents alliés quittent la France. La trêve marque la fin de la première phase de la guerre de Cent Ans, et surtout la faillite de la stratégie continentale d'Édouard : le roi n'a pu ni forcer une décision militaire, ni tenir ses engagements financiers.

Le règlement de la crise et ses suites

Le retour en Angleterre se fait dans le désordre. Fuyant ses créanciers du continent, Édouard débarque à Londres à l'improviste le 30 novembre 1340. Il trouve les affaires du royaume en mauvais état, impute la responsabilité de ses difficultés à l'administration restée en Angleterre – qu'il accuse de ne pas lui avoir fait parvenir les fonds nécessaires – et procède à une purge des ministres et des juges. S'ensuit un bras de fer avec l'archevêque de Cantorbéry, Jean de Stratford, dont des proches sont un temps dépouillés de leurs charges ou emprisonnés. La crise financière se double ainsi d'une crise politique intérieure.

Le désendettement s'étale ensuite sur plusieurs années, selon une hiérarchie dictée par l'intérêt du roi. Les subsides sur la laine votés en 1340 et 1341 continuent d'être perçus jusqu'en 1342, après quoi Édouard évite pendant deux ans de réclamer de nouvelles taxes de guerre – moins par générosité que par réalisme, sa capacité d'emprunt étant épuisée. Ce qui rentre sert à rembourser en priorité les créanciers qu'il est politiquement impossible de répudier : les banquiers allemands et flamands et les principaux princes des Pays-Bas obtiennent la préséance et reçoivent l'essentiel de leur dû au cours des années 1344 et 1345 ; de la Pole, jugé indispensable, est mieux traité que les autres ; les banquiers italiens, eux, ne récupèrent qu'une faible part de leurs avances. Des jalons marquent ce lent règlement : les banquiers de la Hanse rendent le contrôle des douanes anglaises en juin 1343, et la Grande Couronne, gagée en 1339, revient en Angleterre en 1344 pour être finalement rachetée l'année suivante.

Les compagnies florentines, elles, ne se relèvent pas. Vers 1343, constatant qu'aucune victoire rapide n'est en vue, Édouard répudie une partie de ses dettes envers les banquiers étrangers. Combinée à leurs autres difficultés, cette défaillance contribue à la faillite des Bardi et des Peruzzi au milieu des années 1340, épisode souvent cité comme l'un des premiers grands *krachs* bancaires de l'histoire européenne.

Enfin, l'expérience de 1340 modifie la stratégie anglaise. La coalition continentale ayant montré son coût exorbitant et son faible rendement, Édouard se tourne vers des opérations plus courtes et moins onéreuses : les chevauchées, raids de dévastation menés en force. La

campagne de Bretagne de 1342, première de ce type, coûte moins de 40 000 livres ; dépense certes équivalente à un subside parlementaire ordinaire, mais sans commune mesure avec le gouffre des campagnes de 1339 et 1340.

Ramené à la bataille du 26 juillet 1340, cet arrière-plan financier éclaire plusieurs traits de l'affaire. Le recours à des milices flamandes nombreuses mais mal aguerries, plutôt qu'à une armée soldée homogène, découle du montage économique de l'alliance : la Flandre fournit des hommes, l'Angleterre promet laine et argent. La précipitation de Robert d'Artois, contraint de chercher une décision rapide au lieu d'un siège méthodique, tient à la fois à la menace de l'armée royale et à l'impossibilité de financer une opération longue. Et la perte d'environ 8 000 miliciens représente, pour des villes comme Bruges et Ypres, une saignée qui n'est pas seulement humaine : elle prive le textile flamand d'une part de sa main-d'œuvre et pèse dans la décision de ces cités de réduire ensuite leur soutien à l'Angleterre. La bataille, à cet égard, est un épisode d'une entreprise dont la logique première était financière.